

# Faut-il interdire l'islam ? Non, il y a mieux à faire ! (2/2)

René Marchand

## POURQUOI ET COMMENT INTERDIRE L'ISLAM

Pour vaincre dans la guerre que l'Islam leur a déclarée, la France, l'Europe, l'Occident n'ont d'autre choix que d'interdire ce totalitarisme sur leur territoire, donc d'en chasser ses propagandistes, ses soldats et ses soutiens et de fermer leurs frontières à toute nouvelle tentative d'invasion.

Poser un tel objectif dans sa radicalité, c'est opter pour le seul moyen de sortir du piège (l'islam-religion, la peau de panthère, la taqiyya...) dans lequel nous sommes présentement enfermés et qui ne peut que nous conduire, lentement peut-être, mais inexorablement, à notre asservissement et à notre mort.

Demandons, exigeons de nos élus qu'ils osent dire cette vérité : l'islam est incompatible avec les valeurs de la France, on ne peut être français et musulman. Et qu'ils agissent en conséquence.

**René Marchand** : ancien élève de l'École nationale des langues orientales vivantes, licencié de langue et littérature arabe (Sorbonne), il a fait l'essentiel de sa carrière dans l'audiovisuel, comme journaliste et cadre supérieur.

Sur l'Islam, il est l'auteur de *La France en danger d'islam* (2002), *Mahomet. Contre-enquête* (2007), *Reconquista ou mort de l'Europe* (2012).

ISBN : 9791092938128



12€



René Marchand

## POURQUOI ET COMMENT



René Marchand • POURQUOI ET COMMENT INTERDIRE L'ISLAM



(Suite de la première partie)

Pour abolir le pouvoir du religieux réintroduit en France afin de précipiter la régression civilisationnelle nécessaire à la réinitialisation du monde libre selon le modèle barbare, c'est un plan anti-corruption à large spectre qu'il s'agit de mettre en place. En termes de stratégie, le mieux est de proposer des mesures consensuelles, que personne ne voudrait récuser, ne provoquant pas de clivage droite-gauche, et à même d'entraîner une large adhésion. Car en réalité nous n'avons plus trop le temps d'échafauder des stratégies de fachos racistes pour

renforcer le pouvoir des islamo-gauchistes et de leurs maîtres mondialistes en confortant les conditions de la guerre civile et mondiale voulue par ces derniers.

Puisqu'il s'agit d'interdire, nous proposons donc quelques mesures susceptibles de mobiliser largement la société dans un esprit fraternel, car la lutte contre la corruption est justement susceptible de renforcer les liens conviviaux entre gens coopérant en bonne intelligence. Voici quelques lignes de ce plan anti-corruption en direction des agents de l'État, qui ne propose qu'un retour à l'esprit de la loi politique légitime :

- Interdiction à un quelconque élu, ministre, magistrat, président ou présidentiable, de percevoir quelque fonds, rémunération ou gratification quels qu'ils soient, pour défendre des intérêts particuliers, quel que soit la communauté ou le lobby (religieux, financier, industriel, étatique, etc). A fortiori qu'interdiction leur soit faite d'aller mendier eux-mêmes des fonds ou soutiens dans des dîners communautaires, ambassades argentées, ou à l'étranger, pour défendre des intérêts allochtones à la république française.

- Interdiction de subventionner, avec l'argent public ou non, des lieux de cultes (autres que ceux historiquement présents en France et appartenant au patrimoine culturel national), associations ou autres « centres culturels », dans le but de développer le communautarisme et d'obtenir des soutiens (achat de voix etc.).

- Interdiction de permettre ou de financer des fêtes ou évènements d'origine religieuse (autres que ceux sécularisés qui appartiennent à notre culture) dans l'espace public, ou d'y participer avec ostentation, et de porter des attributs religieux en signe d'allégeance.

- Interdiction de défendre en France des intérêts en contradiction avec ceux des Français se reconnaissant comme

tels sans plus de précisions ethnique, communautaire ou religieuse, par quelque action, financement ou prise de parole que ce soit.

– Interdiction de livrer la France, son peuple et ses institutions, à l'organisation mafieuse nommée UE. Restauration des frontières et de la souveraineté nationale, soit : Frexit.

– Interdiction à quiconque appartient à une société secrète de briguer un mandat.

– Interdiction d'avoir un mandat après avoir servi la haute finance (en particulier contre les intérêts de son propre pays).

– Interdiction de permettre l'infiltration des sphères exécutives, législatives, juridiques, judiciaires, policières et des services secrets, par quelque communauté, lobby, société secrète, ou État étranger que ce soit.

– Accessoirement : Interdiction d'accrocher des représentations tronquées de Belzébuth dans les salons de l'Élysée, de voler les objets d'art de la collection nationale et de laisser uriner les chiens sur les meubles d'époque.

Une fois que les minima de l'éthique publique auront été intégrés par les agents de l'État, nous verrons la fin de l'impunité communautaire, de la discrimination positive, et de l'instrumentalisation du terrorisme. Une remigration naturelle s'ensuivra, car des gouvernants, élus et magistrats intègres viendront en poste, ayant à cœur de protéger notre souveraineté. Ils réserveront l'aide sociale aux plus nécessiteux des nationaux, s'occupant désormais de leurs administrés et laissant les autres gouvernants s'occuper des leurs, selon une logique sans faille. Les clandestins rentreront donc chez eux pour faire quelque chose de leur vie plutôt que de pourrir la nôtre.

L'islam est un troll hideux destiné à vous fourvoyer et à détourner votre attention et votre énergie. Nous devons traiter les questions politiques sur le terrain politique, sans discourir d'islam ad vomitem, sujet sans intérêt aucun, sans pertinence politique aucune, et dont le livre de référence est d'une fréquentation notoirement mortifiante pour un esprit éclairé.

Notons que prendre fait et cause pour Israël, État religieux, colonialiste, ségrégationniste, refoulant les migrants dans le désert, et ayant intérêt à ce que la haine des musulmans se répande de manière décisive en Europe, afin d'entraîner l'Occident dans toutes les guerres qui alimentent le terrorisme et les migrations, est particulièrement contre-productif, anti-laïque, et indéfendable politiquement.

À la corruption généralisée, il n'y a pas d'autre manière de répondre que par la rigueur intellectuelle, l'intégrité morale, la responsabilité dans l'usage de la liberté d'expression, la conscience politique, le sens de la justice, et la hauteur de vue. Nous devons instaurer un large débat dépassant les clivages partisans qui sera à l'origine d'un vaste front citoyen anti-corruption afin de reconstruire les institutions légitimes de l'État de droit laïque.

Nos représentants sont les premiers et seuls responsables politiques, par définition. Nous devons ouvrir les procès de ces collabos pour haute trahison. Nous apprendrons alors ce que leur a rapporté le sang des nôtres, les souffrances infinies infligées à Marianne, et qui sont leurs commanditaires. Et là, il y aura des surprises.

**Isabelle James**, pour la liberté d'expression